

Guy BISIN
Thierry BENNE
Pour le Mouvement National
de Défense des Retraités

Le 5 juillet 2020,
Par courriel vu l'urgence,
puis par lettre simple pour confirmation.

À Monsieur Emmanuel MACRON,
Président de la République,
Palais de l'Élysée
55, Avenue du Faubourg Saint Honoré,
75008 Paris

À Monsieur Jean CASTEX
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Premier Ministre,

OBJET: Demande de création au sein du prochain Gouvernement d'un nouveau Ministère des Retraites et des Retraités et de représentation officielle des retraités lors de la reprise des réunions préparatoires en vue de la réforme des retraites.

Dans le prolongement de nos dernières correspondances, l'actualité récente nous amène à vous soumettre respectueusement et d'urgence la présente proposition. En effet, nos 32 Confédérations, Fédérations et Associations nationales de retraités rassemblant plus de deux millions d'adhérents, considèrent qu'au vu de récentes annonces selon lesquelles après la pandémie rien ne serait plus comme avant, la constitution à venir du nouveau Gouvernement pourrait marquer l'avènement de deux progrès importants, peu coûteux et très attendus.

Après les heures difficiles que notre pays vient de passer, nous pensons que le temps est venu de prendre en compte la spécificité de l'ensemble de la population des retraités, la plus sévèrement touchée par la pandémie. Bien sûr, nous soutenons toujours comme nous l'avons récemment écrit qu'il est indispensable que les retraités accèdent enfin - au sein de l'assurance-vieillesse qui les concerne au premier chef - à une représentation officielle et collective en qualité de troisième partenaire social et à stricte parité avec les salariés et les employeurs. Leurs effectifs – plus de 17 millions de retraités - et la reprise prochaine de la réforme des retraites justifient largement cette demande de bon sens, afin d'éviter qu'une fois de plus la réforme des retraites puisse se concevoir et s'opérer sans les retraités. Mais nous savons comme vous que cette représentation, si elle se décide d'un trait, ne peut se mettre que progressivement en place. **Il faut en conséquence associer sans plus attendre clairement et officiellement les retraités par le canal de leurs associations nationales autonomes aux auditions, concertations et négociations qui vont s'engager.** En effet, nous ne voulons plus cette fois qu'on puisse encore, comme l'an dernier, nous écarter des débats et des réunions préparatoires, au motif ou au prétexte que notre demande aurait été trop tardive.

En outre, il existe une autre mesure aussi urgente et d'effet immédiat et qui, par sa seule présence suffira à montrer votre volonté manifeste de changement: c'est **la substitution à l'actuel Secrétariat aux Retraites d'un Ministère autonome et de plein exercice des Retraites et des Retraités.** En effet on ne compte pas le nombre des activités

qui, tout en concernant des populations très inférieures aux 17 millions de retraités actuels et en ayant un impact financier infiniment moindre que les quelque 330 milliards d'euros de pensions de retraites, se voient dédier un ministère autonome et de plein exercice. Actuellement pourtant, les retraites et les retraités, comme d'ailleurs les quelque 30 millions d'actifs cotisants (sans compter les employeurs et indépendants) sont cantonnés fort à l'étroit dans un Secrétariat d'État qui taille petit au regard de l'immensité des enjeux en cause. Indépendamment de la valeur de ses titulaires et des derniers à-coups de son activité, un tel Secrétariat correspond en réalité à une structure de second rang, à l'ombre d'un Ministère des Solidarités et de la Santé qui croule sous des tas d'autres problèmes prégnants, tels que le suivi attentif de la pandémie, la crise ouverte des hôpitaux à ce jour toujours non résolue ou encore la place de la médecine de ville, ce qui ne lui permet pas d'accorder aux retraites toute l'importance qu'elles méritent.


Nous sollicitons donc d'urgence la création d'un nouveau Ministère des Retraites et des Retraités indépendant, qui signifiera clairement au pays votre volonté conjointe de changement. Elle signalera aussi de manière évidente l'attention particulière que vous portez à la réforme à venir qui, au lieu d'être indirectement "noyée" dans un Ministère de rattachement submergé par des tas d'autres urgences, prendra un relief particulier en relevant directement d'un Ministère neuf clairement et exclusivement dédié à ce domaine. Elle témoignera enfin de votre volonté de répondre immédiatement aux besoins du quart de la population du pays qui se sent délaissé, voire même relégué, depuis plus d'un demi-siècle où, se trouvant systématiquement écarté de toutes les prises de décision le concernant, il souffre d'une discrimination patente et injuste dont nous vous avons déjà fait part.

Nous vous prions enfin de bien vouloir excuser le caractère impromptu de cette démarche, mais elle nous semble dictée par des impératifs aussi majeurs que le bien commun, la solidarité intergénérationnelle, la reconnaissance officielle des besoins propres des retraités et la réforme à venir. Son importance est telle qu'on ne peut concevoir ni que la réforme des retraites puisse être relancée sans la participation officielle des retraités, ni qu'elle se trouve engluée dans un Ministère multi-tâches empilant les urgences. Cette réforme, tout comme d'ailleurs la gestion quotidienne demain de bien plus d'un huitième de notre PIB national actuellement en régression, méritent assurément de sortir le dialogue social de l'affrontement où il s'enlise depuis des mois, en favorisant au contraire l'émergence d'un nouveau partenaire social, le plus immédiatement concerné par les retraites et la création d'un Ministère complet. Ces deux mesures incarneront, avec l'indispensable renouveau d'une démocratie sociale singulièrement mise à mal ces dernières années dans le domaine des retraites, l'amorce tangible du nouveau plan social qui vient d'être annoncé pour les deux prochaines années et qui ne peut voir le jour sans réunir toutes les forces de la Nation.

En vous remerciant par avance de l'attention qu'il vous plaira d'accorder à notre participation citoyenne, nous restons bien entendu à votre disposition et nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre, à notre respectueuse considération.



Thierry BENNE



Guy BISIN

Monsieur Guy BISIN,
Président de l'Association Retraités Agir Ensemble,
BBS – Les Bureaux du Lac II - Im P -Rue Robert Caumont –
33049 Bordeaux Cedex
Courriel : guy.bisin@retraites-agir-ensemble.fr -
Tél : +33 6 15 15 00 25